

EN CHIFFRES

Emploi : les intentions d'embauches retombent à leur niveau de 2018

Les entreprises prévoient 2,3 millions de recrutements cette année, soit 6,5 % de moins en un an, selon une enquête de France Travail et du Crédoc menée avant la guerre en Iran. Certains métiers restent difficiles à pourvoir.



Certains métiers restent difficiles à pourvoir, comme ceux d'aide à domicile, de cuisinier ou encore de soudeur. (Photo Shutterstock)

Par **Alain Ruello**

Publié le 21 avr. 2026 à 17:03

S'il fallait une preuve supplémentaire, la présentation ce mardi de l'enquête annuelle de France Travail et du Crédoc sur les intentions d'embauches des entreprises confirme que le marché du travail continue de décélérer. Et encore, c'est sans compter **les effets, incertains mais inquiétants, de la guerre en Iran** puisque le sondage a été mené en fin d'année dernière.

Il en ressort que les entreprises prévoient 2,27 millions d'embauches en 2026, soit 6,5 % de moins que ce qui ressortait de **la précédente enquête** à pareille époque en 2025. C'est deux fois moins que le recul enregistré l'année dernière, mais c'est suffisant pour retomber au-dessous du niveau de 2018. **La morosité du contexte économique** explique évidemment ce coup de frein, le quatrième depuis 2022, même si la productivité du made in France en profite pour se refaire des couleurs, a souligné Eric Heyer, économistes à l'OFCE.

Deux tiers des recrutements dans les TPE ou PME

Pour rappel, cette enquête baptisée « Besoin de main-d'oeuvre » fait référence, ne serait-ce que par le nombre de répondants (420.000 établissements). Ne sont pris en compte que les projets d'embauche anticipés au moment du sondage. Sauf détérioration du contexte économique, leur nombre constitue donc un plancher puisque s'y rajouteront les embauches pour surcroît d'activité, très souvent de courte durée, celles qui découlent de départs inattendus (effet cascade) ou encore celles d'une partie de la fonction publique (hors périmètre).

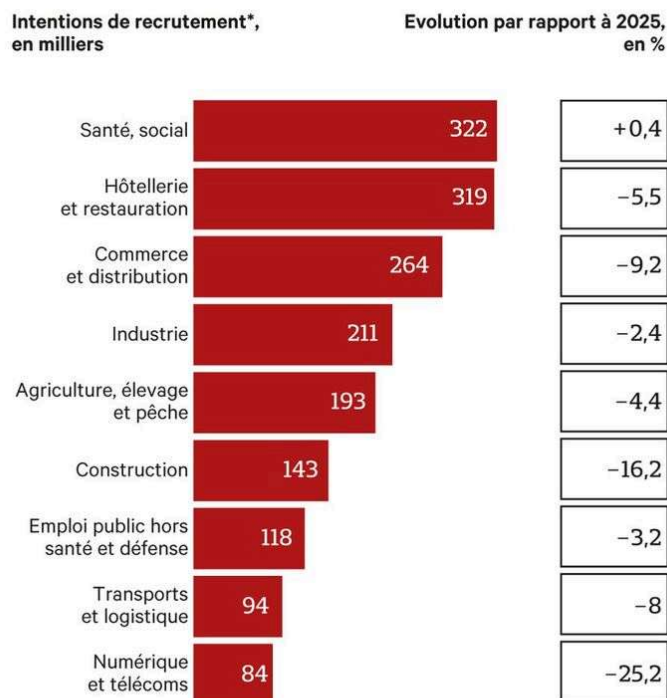
Le recul des intentions d'embauches s'observe particulièrement dans les entreprises de plus de 200 salariés, sachant que les deux tiers des recrutements se font dans les TPE ou

PME, a souligné Sabine Bessière, directrice par intérim de l'Observatoire statistiques, études, évaluation et prospective, en présentant l'étude.

La morosité touche quasiment tous les secteurs, sauf celui de la santé, de l'action sociale et de l'aide à la personne (+0,4 %) dont les besoins de main-d'oeuvre suivent le **vieillissement de la population**. L'industrie, tirée par la défense, l'aéronautique et le nucléaire, limite les frais également avec un recul de 2,4 % seulement, contre 16 % pour la construction ou même 25 % dans le numérique et les télécoms.

A noter que la baisse des intentions d'embauches va de pair avec celle de la qualité d'emploi proposé puisque la part des CDI ou CDD de plus de six mois perd 5 points pour descendre légèrement en dessous de six recrutements sur dix. De manière logique aussi, la part des projets de recrutements anticipés comme difficiles, un sur deux, baisse, de 6,3 points en l'occurrence.

Les besoins en main-d'œuvre dans les secteurs stratégiques en 2026



* Enquête menée auprès de 417.000 établissements entre octobre et décembre 2025.

« LES ECHOS » / SOURCE : FRANCE TRAVAIL

Manque de candidats, insuffisance de compétences, conditions de travail peu attractives... les raisons invoquées ne changent pas, en revanche. « Dans certaines filières, les besoins demeurent massifs », a rappelé Sabine Bessière, certains métiers restant difficiles à pourvoir, comme ceux d'aide à domicile, de cuisinier ou encore de soudeur.

Devant cette situation, France Travail a musclé son approche par grandes filières. En guise de sésame à un travail, l'opérateur met en avant la très forte hausse des immersions de demandeurs d'emploi dans les entreprises pour découvrir des métiers qu'ils ne connaissent pas, quitte à enclencher une formation avec promesse d'embauche derrière. « C'est d'une efficacité redoutable », a assuré son directeur général, Thibaut Guilluy.

L'ex-Pôle emploi compte aussi sur **sa force de frappe à destination des professionnels**. Depuis son installation fin octobre, les résultats sont là, affirme-t-il. En témoigne la hausse du pourcentage d'offres pourvues ou celle des prospections qui a permis 40.000 reprises d'emploi de plus. Reste à augmenter le nombre d'entreprises qui font appel aux services de France Travail, ce qui commence à être le cas, toujours selon Thibaut Guilluy.

Alain Ruello